

EXECUTION DU BUDGET 2009 : RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE (RAP) CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

RESUME DES PRINCIPAUX CONSTATS DE L'EXECUTION 2009 DES PROGRAMMES 150 et 231

L'analyse de l'exécution des deux programmes 150 et 231 conduit aux constats suivants :

- Les crédits de la LFI 2009 s'élevaient à 13 959 M€ en AE et à 13 795 M€ en CP. Par rapport à la LFI 2008, l'augmentation était de 735 M€ en AE (+ 5,6 %) et de 506 M€ en CP (+ 4,5 %).
- En cours de gestion, les crédits de la LFI 2009 ont été abondés de 714 M€ en AE (346 M€ titre du plan de relance, 332 M€ pour les reports de crédits de 2008 sur 2009 et 36 M€ de fonds de concours) et de 356 M€ en CP (312 M€ plan de relance, 14 M€ reports de crédits, 15 M€ fonds de concours, et 15 M€ ouverts en fin de gestion pour couvrir le déficit des bourses). **Le montant total des crédits ouverts en 2009 s'établit donc à 14 673 M€ en AE et 14 151 M€ en CP.**
- **Les crédits ouverts ont été consommés à hauteur de 14 396 M€ en AE et 14 079 M€ en CP.** En conséquence, 277 M€ d'AE et 72 M€ de CP n'ont pas été engagés. **Le taux de consommation des crédits ouverts est de 98,1 % en AE et de 99,5 % en CP, c'est à dire des taux très élevés.** Les AE non consommés sont en principe reportables sur 2010 à l'exception de 40 M€ d'excédents sur la masse salariale. Le report de CP est limité aux crédits de paiement provenant de fonds de concours (entre 6 et 10 M€).
- **Les crédits consommés en 2009 progressent de 10,2 % en AE et de 5,9 % en CP par rapport aux crédits consommés en 2008.**

L'accroissement des AE consommées est, par rapport à 2008, de 1 333 M€ ; celui des CP est de 789 M€, se décomposant ainsi :

	AE	CP
- masse salariale	+ 260 M€	+ 260 M€
- immobilier	+ 761 M€	+ 222 M€
- formations	+ 116 M€	+ 116 M€
- pilotage	+ 83 M€	+ 83 M€
- aides directes aux étudiants	+ 85 M€	+ 85 M€
- autres dépenses	+ 23 M€	+ 23 M€

- L'analyse de la performance montre que les indicateurs de la recherche universitaire et de l'ouverture internationale progressent tandis que ceux concernant les formations universitaires stagnent. S'agissant de la vie étudiante, si les indicateurs relatifs aux conditions de vie et de travail des étudiants s'améliorent ceux relatifs à l'égalité des chances d'accès à l'enseignement supérieur stagnent.

ANALYSE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE (RAP)

La présente note concerne l'exécution 2009 des programmes 150 -formations supérieures et recherche universitaire- et 231- vie étudiante- de la mission recherche et enseignement supérieur. Elle est rédigée à partir des rapports annuels de performance (RAP) qui sont destinés, dans le cadre du débat parlementaire sur la loi de règlement, à décrire, programme par programme, les modalités selon lesquelles s'est exécutée la loi de finances pour 2009.

Comme les projets annuels de performance (PAP), les RAP comportent trois parties :

- les objectifs et indicateurs de performance du programme,
- la justification au premier euro (JPE) des crédits consommés,
- la comptabilité d'analyse des coûts (CAC). Pour ce qui concerne la CAC, elle donne des ordres de grandeur pas toujours significatifs, comme en témoignent les nombreux ajustements opérés en 2009 par rapport à 2008. Il y sera donc fait rarement référence dans cette note.

I L'EXECUTION DU PROGRAMME 150 EN 2009

I.1. La justification au premier euro

Sur le programme 150 : 12,3 Md€ d'autorisations d'engagements (AE) et 12,1 Md€ de crédits de paiements (CP) ont été consommés en 2009, soit une augmentation, par rapport à 2008, de 10,6 % en AE et de 5,6 % en CP.

2

I.1.1. Les crédits ouverts en 2009

La LFI 2009 prévoyait un montant d'AE sur le programme 150, de 11 891 M€. Or le montant de crédits ouverts s'est élevé à 12 559 M€. L'écart entre les deux chiffres (668M€) s'explique par les ouvertures de crédits suivantes :

- + 330 M€ de reports de crédits ouverts en 2008 mais non consommés et donc répartis sur 2009 (135 M€ au titre des PPP et 195 M€ au titre d'AE affectées mais non engagées c'est à dire d'opérations immobilières ayant fait l'objet de réservations de crédits mais n'ayant pas donné lieu à versement en 2008) ;
- + 315,5 M€ au titre du plan de relance de l'économie ¹;
- + 30 M€ de crédits de fonds de concours au titre des contributions des collectivités territoriales aux CPER et contrats de plan.
- - 7 M€ solde négatif des autres ouvertures et annulations dont une annulation de 15 M€ redéployés en fin de gestion au profit du programme 231.

¹ Auxquels il convient d'ajouter 72 M€ versés directement aux universités depuis le programme 315

S'agissant des crédits de paiement, la LFI prévoyait un montant de 11 739M€ et les crédits ouverts ont été supérieurs de 317 M€ :

- + 290 M€ au titre du plan de relance de l'économie,
- + 12 M€ de crédits de fonds de concours,
- + 15 M€ de reports de crédits.

Il faut noter que les crédits programmés au titre du plan de relance ont été intégralement versés aux différents opérateurs du programme 150 à l'exception des crédits ouverts sur le programme 315 – programme exceptionnel d'investissement public – où 72,5 M€ étaient prévus alors que 56,5 M€ ont été mandatés.

I.1.2. Les emplois et les crédits de masse salariale consommés en 2009

Les emplois

Le plafond d'emplois de l'Etat pour 2009 s'élevait à 114 138 emplois (34 175 emplois ont été transférés au 01/01/2009 du budget de l'Etat sur le budget des universités, au titre des RCE 2009). Par rapport à 2008, il y a eu 450 suppressions d'emplois (225 au 01/07/2009 et 225 au 01/10/2009, soit 169 ETPT).

112 618 emplois ont été consommés et donc 1 515 emplois sont restés vacants (taux de vacance : 1,33 %). Ce taux est très voisin de celui des années précédentes. Pour l'essentiel, les vacances concernent les emplois d'enseignants-chercheurs (1 228).

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2009, la loi de finances fixe chaque année un plafond des emplois que peuvent rémunérer les différents opérateurs de l'Etat. Cette disposition concerne les emplois rémunérés par les opérateurs, en totalité ou en partie, sur subvention de l'Etat. Pour les universités, ce plafond a été fixé à 47 922 (dont 34 175 au titre du transfert pour les universités RCE 2009) et le nombre d'emplois consommés s'est élevé à 48 858, soit 936 au delà du plafond.

S'agissant des emplois hors plafond, c'est à dire des emplois exclusivement financés sur ressources propres, la LFI prévoyait 5 260 emplois et 10 357 ont été recensés. Cette différence traduit non pas une explosion du nombre d'emplois financés sur ressources propres, mais s'explique principalement par le fait que la prévision a été établie sur la base d'une enquête déclarative dont les données sont peu fiables et incomplètes. Il faut noter qu'en LFI 2010, ce plafond a été porté à 8 500 ETPT.

La masse salariale Etat

Le montant des dépenses de personnels rémunérés sur le budget Etat s'est élevé à 6 652 M€ pour 6 750 M€ de crédits ouverts. L'excédent de crédits (98 M€) a donné lieu à un mouvement de fongibilité asymétrique de 61 M€ au profit des autres titres du programme 150 dont 41 M€ au titre

du complément du transfert des crédits de masse salariale des 18 universités RCE 2009² et 12 M€ pour la mise en œuvre des premiers contractuels doctorants dans les établissements non RCE (ce transfert des ex-allocataires de recherche du budget de l'Etat au budget des universités n'était pas prévu en LFI 2009). Le solde de gestion dégagé par les crédits de masse salariale (soit 37 M€) est dû au changement du taux du CAS Pensions intervenu en décembre 2008 et a été reversé au budget général.

Le GVT solde s'est établi à 0,3 % entraînant une augmentation de la masse salariale de 11,2 M€. Au total, les transferts de compétence entre l'Etat et les universités sont traduits par un transfert de crédits de masse salariale de 2 083 M€ se décomposant ainsi :

- 1 911 M€ pour les universités RCE 2009,
- 109 M€ au titre des contrats doctoraux et des allocations de recherche,
- 63 M€ au titre de la prime d'excellence scientifique.

I.1.3. La consommation des crédits hors masse salariale

Il est rappelé que les crédits, hors masse salariale, sont totalement fongibles entre actions d'un même programme.

Les crédits de formation initiale et continue (actions 01, 02, 03)

La LFI a ouvert pour les trois actions se rapportant à la formation initiale et continue (L, M et D) 1 990 M€ de crédits. La consommation s'est élevée à 2 034 M€ ce qui s'explique par un accroissement des crédits ouverts sur ces trois actions de 47 M€ au titre du transfert de la masse salariale des universités RCE et des contractuels doctorants (cf supra).

4

1808 M€ ont été attribués aux universités dont 953 M€ correspondent à des transferts de masse salariale pour les universités RCE. Hors masse salariale, les universités ont donc bénéficié d'une dotation de fonctionnement de 855 M€ en hausse de 103 M€ par rapport à 2008 (+15 %).

Les crédits de la recherche universitaire (actions 06 à 12)

Les crédits ouverts au titre des 7 actions couvrant la recherche universitaire s'élevaient à 1 146 M€. La consommation 2009 ces actions a été de 1136 M€, soit 10 M€ de moins que prévu en LFI. Ils ont permis de financer une partie des dépassements de crédits constatés sur d'autres actions.

960 M€ ont été attribués aux universités dont 763 M€ correspondent à des transferts de masse salariale pour les universités RCE, la prime d'excellence scientifique et les allocataires. Hors masse salariale, les universités ont bénéficié d'une dotation de fonctionnement de 197 M€.

² La sous budgétisation du transfert était d'environ 28 M€. Les universités RCE 2009 ont donc bénéficié de 13 M€ supplémentaires pour financer le GVT et la compensation pour emplois vacants. Au total, le montant des crédits de la masse salariale transférés aux universités RCE s'est élevé à 1,91 Md€.

L'enseignement supérieur privé (action 04)

Les crédits ouverts en LFI sur cette action s'élevaient à 61,9 M€ et la dépense s'est établie à 64 M€ soit + 2,1 M€. La LFI étant peu explicite sur l'utilisation prévue des crédits de cette action, il n'y a pas d'explication à cette augmentation. Peut-être faut-il y voir la prise en compte de l'évolution du nombre d'étudiants scolarisés dans les établissements privés (52 500 en 2007-2008 et 55 000 en 2008-2009) ?

Evolution entre 2008-2009 : +7,9%

Les bibliothèques et la documentation (action 05)

Les crédits ouverts en LFI sur cette action s'élevaient à 165,7 M€ et la consommation s'est établie à 167,7 M€ soit + 2 M€, ce qui s'explique par une mesure de fongibilité asymétrique d'un même montant depuis le titre 2 (universités RCE).

Evolution entre 2008 2009 : reconduction

Diffusion des savoirs et musées (action 13)

Les crédits ouverts en LFI sur cette action s'élevaient à 45,3 M€ et la consommation s'est établie à 50,3 M€ soit 5 M€ de plus que la prévision. Ce constat s'explique, d'une part, par le versement au MNHN d'une dotation exceptionnelle de 2,6 M€ destinée à compenser le manque de recettes lié à la fermeture du parc zoologique de Paris et, d'autre part, par le versement d'une compensation de 1,9 M€ aux musées concernés par la décision de gratuité d'accès pour les 18-25 ans et les enseignants.

Evolution entre 2008 2009 +13,3%

5

Le pilotage du programme (action 15)

Les crédits ouverts en LFI sur cette action s'élevaient à 466 M€ et la dépense s'est établie à 490,5 M€ soit 24 M€ de plus que la prévision. Cette action a bénéficié en cours de gestion d'ouverture de crédits supplémentaires à hauteur de 10 M€ dont 6 M€ de bonus indemnitaire pour les universités RCE. Ces crédits supplémentaires proviennent des crédits de la masse salariale Etat (titre 2) dans le cadre du mouvement de fongibilité asymétrique réalisé en fin de gestion.

Par ailleurs, au titre de la contractualisation quadriennale, les établissements de la vague C se sont vu attribuer 20 M€ alors que la LFI ne prévoyait que 10,4 M€. Enfin, la subvention versée à l'AERES s'est élevée à 7,6 M€ alors qu'elle était initialement budgétée à 5,3 M€.

Sur cette action aux contours incertains, une dotation de fonctionnement de 155M€ a été versée aux universités. Intégrée dans le système d'allocations des moyens, elle est consacrée au pilotage opérationnel des établissements, à la formation des personnels non enseignants et aux TICE.

Les crédits consommés sur cette action sont en forte augmentation par rapport à 2008 (180 M€ en 2008 et 260 M€ en 2009, soit + 44 %). L'explication tient aux imprécisions sur la façon dont doivent être imputées certaines dépenses entre les actions « formation » et l'action « pilotage ».

L'immobilier (action 14)

En LFI, la dépense immobilière a été budgétée à hauteur de 1 221 M€ en AE et de 1 065 M€ en CP.

Cette action a bénéficié, au cours de gestion 2009, d'ouvertures de crédits à hauteur de 709 M€ en AE et de 362 M€ en CP.

Le tableau ci-dessous détaille les crédits ouverts et les crédits consommés.

	AE en M€	CP en M€
LFI	1 221	1 065
Reports de crédits	+ 328	+ 12
Plan de relance	+ 315	+ 290
Fonds de concours	+ 76	+ 62
Annulation	- 10	- 2
total crédits ouverts	1 930	1 427
crédits consommés	1 694	1 392

Par rapport aux crédits ouverts, 236 M€ d'AE et 35 M€ de CP n'ont pas été consommés.

Par nature de dépense, les crédits de l'action « immobilier » ont été consommés ainsi qu'il suit :

6

- maintenance et logistique immobilière : 434 M€ en AE et CP dont 322 M€ intégrés dans le modèle d'allocation des moyens
- Jussieu (EPCJ) : 188 M€ en AE, 225 M€ en CP ;
- Sécurité hors Jussieu : 248 M€ en AE, 221 M€ en CP ;
- CPER et contrats de projets : 457 M€ en AE, 385 M€ en CP ;
- Construction hors CPER : 37 M€ en AE, 38 M€ en CP ;
- PPP : 245 M€ en AE, 4 M€ en CP.

Commentaires :

- Les AE consommées en 2009 sont en très forte augmentation par rapport à 2008 (+80%) tandis que les CP progressent de 15%
- Les AE au titre des PPP doivent être ouvertes en totalité pour couvrir le paiement des loyers qui s'échelonne, selon les PPP, sur une durée comprise entre 25 et 30 ans. Trois PPP ont été couverts en AE en 2009 (Paris IV : 54 M€, Paris VII : 158 M€, Versailles Saint-Quentin : 29 M€ pour la part à la charge de l'Etat).

- S'agissant des CPER 2000-2006, ils auront été couverts en AE, à hauteur de 80 % du montant prévu³. Au titre de ces CPER, il n'est plus prévu d'ouvertures d'AE. Seuls restent à ouvrir des crédits de paiement à hauteur de 170 M€ à partir de 2010.
- Les contrats de plan 2007-2013 (2 067M€ prévus sur la période)⁴ ont été engagés au 31/12/2009 à hauteur de 778 M€ dont 298 M€ ont donné lieu à ouverture de crédits de paiement. Le taux de réalisation des contrats de plan est au 31/12/2009 de 38 % (au lieu de 43 % taux théorique).
- Sur cette action, les AE ouvertes en 2009 mais non consommées sont reportables sur 2010 sous réserve qu'elles aient été affectées en 2009, ce qui est en principe le cas.

En résumé, les crédits ouverts en 2009 au titre du programme 150 ont été consommés à hauteur de 98 % en AE, et de 99,5 % en CP. Le montant des crédits non consommés s'élève à 270 M€ (en 2008, ce montant était de 343 €) et à 69 M€ en CP (25 M€ en 2008).

La majorité des AE ouvertes et non consommées en 2009 devrait être reportée sur 2010. En effet sont principalement concernées par cette sous-consommation des AE des PPP et celles des contrats de plan : les premières sont automatiquement reportables et les secondes le sont à condition qu'elles aient été affectées. En revanche, le report de CP, exceptionnel, est susceptible de concerner les fonds de concours rattachés tardivement en fin de gestion (montant non précisé dans le PAP).

Entre 2008 et 2009, après neutralisation des transferts de masse salariale, les crédits consommés sur le hors titre 2 du programme 150 (fonctionnement et investissement) progressent de 913,6 M€ en AE et de 370 M€ en CP, soit respectivement +34,6 % et +12,9 %.

L'augmentation des AE (+913,6 M€) s'explique pour 715 M€ par la progression de la dépense immobilière, pour 103 M€ par celles des 3 actions L, M et D consacrées à la formation et pour 82 M€ par l'accroissement des crédits dédiés au pilotage du programme.

L'augmentation des CP (+ 370 M€) est due pour 171 M€ à l'action « immobilier », pour 103 M€ aux 3 actions formation et pour 82 M€ à l'action pilotage.

* *
*

La forte progression entre 2008 et 2009 des crédits consommés sur le programme 150 se décompose ainsi :

- En AE	+ 1 175 M€ soit +10,6 % :	
	masse salariale	+ 260 M€
	immobilier	+ 715 M€
	formation et pilotage	+ 185 M€
	autres actions	+ 15 M€

³ Montant prévu : 2 185 M€ et montant réalisé : 1 750 M€

⁴ Hors crédit imputés sur le programme 231 vie étudiante, soit 195 M€

- En CP	+ 630 M€ soit + 5,6% :	
	masse salariale	+ 260 M€
	immobilier	+ 171 M€
	formation et pilotage	+ 185 M€
	autres actions	+ 15 M€

I.2. La comptabilité d'analyse des coûts du programme 150

La partie du PAP consacrée à l'analyse des coûts est documentée à partir des données d'exécution budgétaires et comptables. Elle permet d'évaluer les coûts complets par action après ventilation des coûts des actions communes à l'ensemble du programme (dépense immobilière, pilotage du programme, bibliothèques).

S'agissant des formations initiales les coûts pour l'Etat sont les suivants :

- Action 1 : du baccalauréat à la licence : 3 655 M€ pour 830 000 étudiants, soit 4 400 € par étudiant en cursus licence ou équivalent (4 161 € en 2008).
- Action 2 : niveau master : 3 227 M€ pour 506 000 étudiants soit 6 378 € par étudiant (6 330 € en 2008).
- Action 3 : niveau doctorat : 534 M€ pour 65 000 étudiants dont 8 215€ par étudiant (8 115 € en 2008).

Il s'agit de coûts incluant, outre le coût de chacune des actions concernées, la dépense immobilière, le coût des bibliothèques et de la documentation mais hors recherche universitaire et hors coûts de l'action sociale en faveur des étudiants.

8

A titre de comparaison, le coût des étudiants de CPGE et de STS (les données ne permettent pas de distinguer les coûts des unes et des autres) est estimé à 1 870 M€ pour 324 000 étudiants soit 5 825 € par étudiant. Ce coût n'inclut pas la dépense immobilière (à la charge des régions). Les données sur le coût des CPGE et STS restent incertaines puisque la masse salariale des enseignants en post-bac en lycée est passé entre 2008 et 2009 de 2,56 Md€ à 1,9 Md€, ce qui témoigne de la difficulté à ventiler entre les différentes actions du programme « enseignement scolaire du second degré » les rémunérations des enseignants qui exercent à la fois en lycée et en post-bac.

I.3. Les objectifs et indicateurs de performance du programme

La plupart des données disponibles pour les indicateurs du programme concernent l'année 2008. Celles de l'année 2009 ne seront disponibles que pour le RAP 2010.

Indicateurs relatifs aux besoins de qualification supérieure : en 2008, le pourcentage d'une classe d'âge titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur progresse légèrement, passant de 44,4 % (2007) à 44,7 %, ce qui traduit un tassement de la progression par rapport aux années précédentes. La cible de 50 % est attendue pour 2012. La progression concerne les niveaux DUT et BTS (18,4 % d'une classe d'âge) alors que les niveaux licence et master reculent en 2008 par rapport à 2007 (27,1 % au lieu de 28,1 %).

Indicateurs relatifs à la réussite à tous les niveaux de formation : le pourcentage des sortants de formation initiale ayant suivi des études dans l'enseignement supérieur et n'ayant pas obtenu de diplôme supérieur au baccalauréat reste stable à 19 % (pourcentage identique pour les 4 dernières années et cible 2012 : 16 %). La part des licences obtenues en 3 ans, qui avait augmenté au cours des deux années précédentes, diminue en 2008 passant de 38,3 % à 37,8 % (cible 2012 : 43 %). Parallèlement la part des inscrits en L1 passant en L2 l'année suivante passe de 46,6 % en 2007 à 43,2 % en 2008 (cible 2012 : 52%). En revanche, la part des inscrits en IUT ayant obtenu leur DUT en 3 ans et moins progresse de 75,5 % à 78%.

Indicateurs relatifs à la formation tout au long de la vie : le pourcentage de diplômés en formation continue par rapport au nombre total de diplômés augmente, passant de 8,9 % en 2007 à 9,3 % en 2008 (cible 2012 : 10 %). En revanche, le nombre de validation des acquis de l'expérience diminue en 2008 (2 016 diplômes obtenus en totalité contre 2 154 en 2007).

Indicateurs relatifs à l'attractivité internationale de l'offre française de formation : la part des étudiants étrangers inscrits en master et en doctorat diminue en master (14,1 % en 2008 et 15,4 % en 2007), alors qu'elle progresse en doctorat (33,4 % en 2008 contre 32,2 % en 2007). Cibles 2012 respectives : 17 % et 33 %. Le ratio de réussite des étudiants étrangers par rapport à celui des étudiants français progresse fortement en licence et en master : 62,6 % en Licence et 79,5 % en master. Les cibles 2012 (60 et 78 %) sont d'ores et déjà dépassées. La totalité des indicateurs mesurant l'attractivité de l'offre française de formation progresse en 2008.

Indicateurs concernant l'accès aux ressources documentaires pour la formation et la recherche : ces indicateurs sont en progression avec une amélioration significative de la disponibilité hebdomadaire des places de bibliothèques, un volume de fréquentation des bibliothèques en hausse importante (+ 8 %) et un nombre de périodiques téléchargés en forte croissance.

Indicateurs concernant la production de connaissances scientifiques au meilleur niveau international : bien que les variations des indicateurs associés à la production de connaissances scientifiques soient lentes, elles sont en progression. La part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique mondiale passe de 2,78 % à 2,83 %. Pour la première fois depuis 2002, cette part est en augmentation.

Indicateurs concernant le transfert et la valorisation des résultats de la recherche : la part des ressources apportées par les redevances sur titres de propriété industrielle sur l'ensemble des ressources des établissements d'enseignement supérieur est en progression passant de 0,16 % en 2005 à 0,33 % en 2007. La part des contrats de recherche passés avec les entreprises dans les ressources des établissements (2,1 %) reste stable en 2008 par rapport à 2007.

Indicateur concernant le développement de l'attractivité internationale de la recherche française : le pourcentage d'enseignants-chercheurs de nationalité étrangère parmi les nouveaux recrutés progresse fortement en 2008 passant de 11,1 % à 14,1 %.

II L'EXECUTION DU PROGRAMME 231 – VIE ETUDIANTE EN 2009

La comptabilité d'analyse des coûts sur ce programme se contentant de reprendre les coûts de chacune des actions, on se limitera à l'analyse de la dépense 2009 (justification du premier euro) et de la partie du RAP consacrée à la performance.

II.1. Les crédits ouverts et la dépense 2009 sur le programme « vie étudiante »

En 2009, la dépense sur le programme 231 s'est élevée à 2 107 M€ en AE et 2 093 M€ en CP. La progression par rapport à 2008 est de 158 M€ en AE (+ 8,1 %) et de 159 M€ en PC (+ 8,2 %).

II.1.1. Les crédits ouverts en 2009

Les crédits votés en LFI 2009 ont été majorés en cours de gestion de 45 M€ en AE et de 39 M€ en CP.

Les majorations sont liées à des ouvertures de crédits dans le cadre du plan de relance de l'économie (30,1 M€ en AE et 21,5 M€ en CP), aux rattachements de fonds de concours provenant principalement des collectivités territoriales au titre des CPER (5,5 M€ en AE et 2,9 M€ en CP) et à des reports sur 2009 de crédits non consommés en 2008 (2,4 M€ en AE et 0,9 M€ en CP). En outre, un virement de crédits de 15 M€ en AE et CP a été opéré en fin de gestion pour assurer le paiement des bourses. Les AE ont été annulés à même hauteur sur le programme 150 tandis que les CP ont donné lieu à une ouverture nette de crédits. Enfin, des annulations (9 M€ en AE et 2 M€ en CP) ont été effectuées en cours de gestion.

II.1.2. Les emplois et la masse salariale

Il y a peu d'emploi sur ce programme (1 371 qui, en LFI 2010, sont transférés sur le programme 150). Ils sont consacrés à la santé des étudiants (médecins infirmières) et aux activités associatives, culturelles et sportives. Sur les 1 371 emplois du programme, 1 271 ont été occupés en 2009.

Budgétée à hauteur de 65 M€ la dépense de masse salariale s'est élevée à 63,5 M€, en phase avec la sous-consommation des emplois.

12 674 emplois ont été rémunérés par les opérateurs du programme (CNOUS et CROUS) à partir de la subvention que leur verse l'Etat, soit une très légère diminution par rapport à 2007 (-30) et en cohérence avec le plafond des emplois de ces opérateurs, fixé à 12 794.

II.1.3. La consommation des crédits hors masse salariale

Action 1 : aides directes

Cette action retrace l'ensemble des crédits relatifs aux aides accordées aux étudiants boursiers.

La dépense sur cette action s'est élevée à 1 562 M€ en AE et CP, soit + 85 M€ par rapport à 2008 (+ 5,8 %). Elle dépasse de 15,6 M€ les crédits ouverts en LFI 2009. Ce dépassement a été couvert en fin de gestion par un virement de crédits de 15 M€ en AE et CP.

Si pour l'année universitaire 2008-2009, le nombre de boursiers (529 000) est légèrement inférieur à la prévision (533 000), il est en augmentation de 56 000€ par rapport à l'année universitaire précédente dont + 30 000 boursiers à taux 0.

Le tableau ci-dessous retrace par échelon le nombre de boursiers sur les trois dernières années universitaires.

Echelons	Année 2007-2008		Année 2008-2009		Année 2009-2010 ⁽¹⁾	
	Taux en €	Nbre boursiers	Taux en €	Nbre boursiers	Taux en €	Nbre boursiers
0 ⁽²⁾	0	42 300	0	72 600	0	94 000
1	1 389	90 200	1 424	93 900	1 445	98 200
2	2 093	49 100	2 145	52 300	2 177	53 400
3	2 682	50 100	2 749	52 700	2 790	53 000
4	3 270	49 800	3 351	51 800	3 401	51 300
5	3 753	94 400	3 847	97 500	3 905	93 700
6	3 921	96 500	4 019	108 300	4 140	104 200
TOTAL		472 400		529 100		547 000

(1) Nombre de boursiers ayant bénéficié d'au moins un versement au premier trimestre de l'année universitaire (sous évaluation de l'ordre de 3 %)

(2) Exonération des droits d'inscription et de cotisation de sécurité sociale

C'est la répartition des boursiers entre les échelons qui a généré un dépassement de crédits sur cette action. En effet le nombre de boursiers sur les échelons les plus élevés a été sensiblement différent de celui prévu initialement (108 300 en échelon 6 au lieu de 100 000 prévus). Cette situation est due à la revalorisation du plafond de ressources (+ 3,2 %) dont les conséquences sur la répartition des boursiers entre les différents échelons sont difficiles à prévoir avec certitude. Elle s'est traduite par une moindre augmentation que prévue pour les boursiers à taux 0 (+ 50 000 prévus et + 30 000 constatés) et pour une progression plus importante des boursiers des échelons 4, 5 et 6.

Les aides au mérite sont accordées, soit en complément de la bourse sur critères sociaux soit comme bourse principale⁵ pour les étudiants non boursiers dont les parents ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu. Elles ont été versées à 11 900 étudiants au premier trimestre de l'année universitaire 2009-2010 au lieu de 15 000 prévus. La dépense 2009 s'est élevée à 18 M€ (20,5 M€ prévus en LFI).

Sur cette action, deux autres constats méritent d'être signalés :

- Les aides à la mobilité internationale attribuées aux étudiants boursiers suivant une formation supérieure à l'étranger ont bénéficié de 9 000 étudiants pour des durées s'échelonnant entre 2 et 9 mois. La dépense prévue en LFI à hauteur de 31,9 M€ s'est en fait élevée à 23,6 M€ confirmant la sous-consommation récurrente de ces crédits.

⁵ Dispositif SESAME supprimé à la rentrée 2009

- Le solde dégagé par les aides à la mobilité internationale a permis de financer, en partie, l'aide exceptionnelle, non budgétée, versée aux étudiants boursiers dont les sessions d'examen ont été reportées en juillet ou en septembre. Le coût de cette aide exceptionnelle s'est élevé à 11,1 M€ (environ 30 000 boursiers en ont bénéficié).

Action 2 : les aides indirectes

Les aides indirectes recouvrent :

- La subvention globale versée au réseau des œuvres universitaires (248 M€) destinée au financement d'une partie de la masse salariale des personnels des CROUS et au financement par le CNOUS d'investissements au titre de la restauration et du logement étudiant.
- Les dépenses d'investissement (42 M€ en AE et 34 M€ en CP) effectuées par l'Etat dans le cadre des CPER ou du plan de relance, en faveur des résidences étudiantes.

S'agissant de la subvention globale versée au CNOUS pour le réseau des œuvres universitaires (156 M€ pour la masse salariale et 92 M€ pour les investissements en maîtrise d'ouvrage CROUS), la dépense est en ligne avec les crédits inscrits à cet effet en LFI 2009.

S'agissant des investissements en faveur des résidences étudiantes (maîtrise d'ouvrage Etat) cette action a bénéficié de crédits supplémentaires au titre du plan de relance à hauteur de 20 M€ en AE et de 11,4 M€ en CP. Comme pour le programme 150, cette enveloppe a été complétée par 30 M€ en AE et 10,5 M€ en CP, versés directement au CNOUS depuis le programme 315. Au total, le logement étudiant a bénéficié au titre du plan de relance de 47 M€ en AE et de 21,7 M€ en CP. Ces crédits ont été intégralement versés et consommés.

Les crédits inscrits en LFI 2009 au titre des contrats de plan et pour la Cité internationale universitaire de Paris (33,7 M€ en AE et 22,8 M€ en CP au total) ont été consommés à hauteur de 29,5 M€ en AE et de 24,2 M€ en CP.

La conjugaison des moyens du plan de relance et des contrats de plan a permis d'atteindre, pour la première fois en 2009, les objectifs de réhabilitation du plan ANCIAUX avec 8 400 chambres réhabilitées et de s'en approcher avec 3 800 chambres construites (objectifs du plan ANCIAUX : 7 000 réhabilitations par an et 5 000 constructions).

Action 3 : santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives

Les crédits (hors masse salariale) inscrits sur cette action en LFI 2009 s'élevaient à 77,4 M€ en AE et CP. Compte tenu des 10 M€ supplémentaires ouverts au titre du plan relance pour financer les travaux d'accessibilité aux étudiants handicapés la dépense s'est élevée à 88 M€ (dont +9,8 M€ % par rapport à 2008).

Sur cette action, les principaux postes de dépenses concernent :

- 47 M€ versés aux universités dont 13,4M€ au titre du financement du volet « vie étudiante » des contrats quadriennaux ;
- 25 M€ pour les travaux d'accessibilité aux étudiants handicapés ;
- 7 M€ versés directement au CNOUS pour l'accessibilité et le financement d'actions menées dans le domaine culturel ;

Action 4 : pilotage et animation du programme

Cette action retrace la subvention versée au CNOUS au titre de la participation au financement de ses personnels administratifs et des charges de pensions civiles pour l'ensemble du réseau.

La dépense sur cette action correspond à l'intégralité des crédits ouverts en LFI (97 M€ en AE et CP).

Au total, 2,1 Md€ de crédits en AE et 2,05 M€ en CP ont été ouverts en 2009 sur le programme 231. 4 M€ en AE et CP n'ont pas été utilisés dont 1,5 M€ de masse salariale (soit une consommation de 99.8 %). L'exécution, y compris le plan de relance, est donc conforme aux crédits ouverts, et 2,5 M€ d'AE non consommées devraient être reportées sur 2010.

II.2. Les objectifs et indicateurs de performance du programme

Le programme a pour objectif majeur la promotion de l'égalité des chances. Il a également pour ambition d'améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants et de développer la prévention dans le domaine de la santé.

Les indicateurs relatifs à l'égalité des chances pour l'accès à l'enseignement supérieur.

La part des enfants d'employés et d'ouvriers âgés de 20 ou 21 ans suivant ou ayant suivi des études supérieures, reste stable à 40 % alors que celle des enfants d'employeurs, cadres ou professions intermédiaires progresse de 74 à 76 %. Cibles 2012 : respectivement 50 et 80 %. A noter que l'on observe une baisse sensible du taux des bacheliers issus de parents de catégories socio professionnelles employés et ouvriers : 33,4 % à la session 2006, 31,9 % en 2007, 31,5 % en 2008 et 2009.

Par ailleurs, alors que les enfants d'ouvriers et employés représentent 29,2 % des étudiants en L (ou équivalent), ils ne comptent plus que pour 20 % en M (ou équivalent).

Le taux de réussite des boursiers est supérieur à celui des non boursiers en L comme en M (+ 15 %) mais ces résultats doivent être pris avec précaution car ils ne portent que sur les étudiants de troisième et cinquième années d'études et ne tiennent donc pas compte des sélections qui se sont produites dans les années antérieures. Il faudrait associer à cet indicateur un autre relatif à la proportion de sorties des deux premières années d'études chez les boursiers et non boursiers. Or, un tel indicateur n'est pas disponible.

Les indicateurs relatifs aux conditions de vie et de travail des étudiants

Le nombre de places en résidence universitaire pour 100 étudiants boursiers diminue fortement en 2009 passant de 32,8 (2008) à 30,2. L'explication tient à la forte augmentation du nombre de boursiers (11 %) plus importante que celle des places offertes (+ 1,3 %). Cible 2012 : 35 places offertes pour 100 boursiers.

Un nouvel indicateur, renseigné pour la première fois en 2009 à partir d'une enquête conduite par l'OVE, mesure la note de satisfaction des étudiants sur la qualité des restaurants universitaires (3,7 sur 5) et celle des logements universitaires (3,2 sur 5).

Les indicateurs relatifs à la prévention dans le domaine de la santé

L'indicateur unique associé à cet objectif concerne le pourcentage d'étudiants inscrits dans les trois premières années d'études ayant bénéficié d'une visite médicale au cours de l'année. Ce pourcentage est en 2009 en hausse sensible puisque 31,5 % des étudiants ont passé une visite médicale (24 % en 2008). La cible fixée pour 2012 (30 %) est d'ores et déjà dépassée.

Le RAP 2009 est disponible sur le site :

<http://www.performance-publique.gouv.fr/farandole/2009/rap/pdf/DRGNORMALMSNRA.pdf>

Fait à Paris, le 13 juin 2010.

Michel DELLACASAGRANDE